

2 Politique

Législatives 2018/Rassemblement Héritage et Modernité

Il se lance dans la course

C.O.

Libreville/Gabon

À l'instar des Démocrates de Guy Nzouba Ndama, de l'Union nationale de Zacharie Myboto, Alexandre Barro Chambrier et Michel Menga M'Essone ont annoncé la participation de leur écurie politique au prochain scrutin législatif.

MEMBRE de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) prendra bel et bien part aux prochaines élections législatives. C'est ce qui ressort de la conférence de presse qu'ont conjointement animée, hier, au siège de cette formation politique, Alexandre Barro Chambrier et Michel Menga M'Essone, respectivement



Le président du RHM Alexandre Barro-Chambrier (d) et son secrétaire général, Michel Menga M'Essone (g).

président et secrétaire général du RHM. En présence de nombreux leaders de l'opposition.

À les entendre, la décision de participer au prochain scrutin législatif se justifie, en partie, "au regard des limites" et de "l'efficacité douteuse" des boycotts des Législatives par l'opposition

gabonaise en mars 1991 et décembre 2011. Mais surtout, parce qu'ils sont convaincus que "l'opposition gabonaise est plus que jamais en mesure de remporter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale et imposer ipso facto un schéma politique inédit dans l'histoire de notre pays, c'est-à-



Quelques leaders de l'opposition et les cadres de RHM après la conférence de presse.

dire la cohabitation". Selon eux, participer à l'élection législative et remporter la majorité des sièges, c'est permettre à "l'opposition d'œuvrer à la reconstruction morale et matérielle de notre pays en restaurant la crédibilité des institutions, l'autorité, la confiance, le redressement

économique, financier et social". Et de "participer au travail de modernisation de notre vie politique qui pût gravement, et pour le moins, de l'effondrement généralisé des contre-pouvoirs". Tout en protégeant "les libertés individuelles et collectives" et en garantissant "la sécurité et la quiétude à nos compa-

triotés, aujourd'hui contraints aux affres et déchirements intimes de l'exil".

Convaincus que "le triomphe de l'alternance démocratique passe par la conquête des suffrages de leurs concitoyens", Alexandre Barro Chambrier et Michel Menga M'Essone ont lancé un appel "à toute l'opposition véritable pour l'inciter à participer à ce scrutin dans l'unité et la concorde (...)".

Quoiqu'il en soit, ont-ils laissé entendre, "leur démarche politique demeure dans la cohérence de leur engagement en faveur du changement et de la démocratie intégrale dans notre pays". Et leur décision de participer aux Législatives a été portée à la connaissance de Jean Ping, "dans un souci de fidélité".

Opposition

L'Union nationale s'organise à Lambaréné

C.O.

Libreville/Gabon

Dans la perspective du prochain scrutin législatif, le président de cette formation politique a procédé, le week-end écoulé, à l'installation des responsables des structures de base de sa formation politique dans le chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué.

CONDUITE par son président, Zacharie Myboto, une importante délégation de l'Union nationale (UN) était le week-end écoulé à Lambaréné chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué. But de ce déplacement, procéder à l'installation des coordinations communales, d'ar-



Les notables et les jeunes étaient présents lors de cette rencontre avec les leaders de l'UN.

rondissements et des quartiers. Et saisir cette opportunité pour expliquer aux populations le bien-fondé de prendre part aux prochaines élections législa-

tives. C'est sous une forte pluie que Zacharie Myboto a installé Jean-Léon Ebele Nguema dans ses fonctions de président de la coordi-



Le secrétaire exécutif adjoint de l'UN (chemise grise et main levée) au milieu des militants de Lambaréné.

nation communale de Lambaréné. Occasion pour lui de revenir longuement sur la position de son parti qui a décidé de participer aux Législatives à venir. Avant

que le secrétaire exécutif adjoint de l'UN et conseiller municipal de Lambaréné, Paul-Marie Gondjout, ne procède, à son tour, aux installations des responsables

et membres des coordinations des arrondissements et des quartiers. Notamment Francis Nzigou et Jackson Millinge, respectivement coordinateur du 1er et du 2e arrondissement.

Dans son intervention, Paul-Marie Gondjout a plaidé la nécessité pour l'opposition de présenter des candidatures uniques, en dépit de l'institutionnalisation d'un second tour lors des élections législatives et présidentielle. «L'UN est consciente que seul un rassemblement des principales forces de l'opposition est un gage de succès lors du prochain scrutin législatif, et elle en fait son cheval de bataille», a indiqué le secrétaire exécutif adjoint de l'UN.

Tribune des Partis politiques

Chantage !

DEPUIS quelque temps, un comportement pour le moins étrange de trois formations politiques se réclamant de l'opposition – sur les 44 que compte ce bord politique – focalise l'attention et alimente désormais les débats au sein de l'opinion et de la classe politique. En effet, pour n'être pas parvenus à accorder leurs violons avec les 41 autres partis constitutifs de leur camp politique, notamment dans la désignation des représentants de l'opposition au sein du Centre gabonais des élections (CGE), le Parti social démocrate (PSD), Démocratie nouvelle (DN) et le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) ont acté leur menace en allant déposer, à leur tour, une liste parallèle sur la table de travail du ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha. Pour un éventuel arbitrage.

Apprend-on. Pierre-Claver Maganga Moussavou, René Nde-mezo'Obiang et Me Séraphin Ndaot Rembogo, leaders respectifs de ces trois écuries politiques, refuseraient, par cet acte délibéré, de se faire coiffer au poteau par le "Groupe des 41". Au motif ou prétexte – c'est selon – que c'est grâce à eux, surtout à leur "caution", que les assises du nord de Libreville ont pu se tenir. Pataquès ! Come-back sur la déclaration du porte-parole de Démocratie nouvelle, Jonathan Ndoutoume Ngome, faite à l'occasion de la première réunion du secrétariat permanent de DN, pour se convaincre de l'ampleur de la mesquinerie et du chantage politiques. Morceaux choisis : "Il est anormal que les partis de l'opposition dite radicale veuillent s'approprier la composition du Centre gabonais des élec-

tions, à en juger par le fait qu'ils soient allés donner des noms au ministère de l'Intérieur sans tenir compte des autres (...) Le CGE est une émanation du Dialogue politique d'Angondjé, et ce sont le PSD, DN et le PDS qui ont été les têtes de proue de l'opposition à ces assises et qui ont réclamé la suppression de la Cénap (...) De ce point de vue, en déposant notre liste, le ministère de l'Intérieur aura à faire la part des choses. Et ce qui serait normal et possible, c'est que la part belle revienne aux partis de l'opposition présents au Dialogue politique d'Angondjé car, ce sont eux qui sont à l'origine de la création du CGE...". Mesquinerie. Pour peu que cet argumentaire, monstrueusement grotesque, révèle une connaissance minimaliste des textes qui régissent la matière électorale dans notre pays. Si tant est que,

adoptées déjà par le Parlement, toutes les recommandations issues du Dialogue politique d'Angondjé, et particulièrement les dispositions portant création, composition et fonctionnement du Centre gabonais des élections, sont devenues d'emblée une norme légale. Qui s'impose à tous les partis politiques. Chantage ? Oui, également. Du fait que de l'attitude ubuesque, adoptée par ces entités politiques – au même titre que 7 MP, Arena ...qui viennent d'ajouter une troisième liste – découle un soupçon égoïste. Donnant ainsi raison à Reis Mir-dita, qui soutient que "La politique a deux vecteurs : l'enrichissement matériel et l'appauvrissement moral". Mais il serait difficile de surfer sur cette vague. De faire de ce "deal", réel ou supposé, une corne

d'abondance. Au mépris du plus grand nombre. Le pouvoir ayant déjà été suffisamment reconnaissant. Les strapontins occupés, à ce jour, par pères et lignée, n'étant nullement le fruit de leur quotient intellectuel. Qui serait au-dessus de la mêlée. Reste maintenant à trouver une issue à cette situation embarrassante. Qui contribue déjà à freiner l'élan du processus de l'élection législative à venir. Du coup, leurs arguments n'ayant aucune valeur juridique, la réserve du ministre Matha se doit plutôt d'être considérée comme une invite faite à l'opposition de s'asseoir, pour harmoniser ses notes. Parce qu'on ne voit pas comment le ministère ira s'immiscer dans la cuisine interne de l'opposition. En tout cas, Gageons.